

puissance qu'il est difficile d'imaginer, même sur place. Entre les deux extrêmes, c'est-à-dire entre l'industrie et le monde des affaires d'une part et le gouvernement de l'autre, il y a les universités et les Églises. Ces deux secteurs ont des opinions extrêmement divergentes quant à la façon de résoudre le problème de l'Afrique du Sud.

On peut visiter l'Université de Witwatersrand, comme je l'ai fait, et voir une université très libérale, ou bien aller trois, quatre ou cinq milles au nord à l'une des universités africaines et voir un groupe de jeunes qui ont des idées et des antécédents tout à fait différents, qui sont entièrement satisfaits de leur mode de vie et qui envisagent un avenir pour l'Afrique du Sud qui inquiéterait certainement chacun d'entre nous.

Quant à la situation dans les Églises de l'Afrique du Sud, elle est bien bouleversante, monsieur le Président. Certaines Églises chrétiennes essaient de façon extrêmement généreuse et positive de trouver une solution à l'un des plus graves problèmes du monde actuel. D'autre part, certains groupes de la famille chrétienne considèrent que l'homme blanc est supérieur à cause de leur façon d'envisager la vie et le gouvernement. Ils sont prêts à se servir des autres pour exploiter la richesse de leur pays et préserver leur mode de vie.

● (1800)

J'ai visité des familles blanches d'Afrique du Sud dont certains membres ont été proscrits. De fait, j'ai eu l'occasion de parler à certains de ces Blancs proscrits. Il est bouleversant d'entendre parler des petits incidents dans leur vie ou de leurs contributions à la collectivité pour lesquels ils ont été proscrits. Dans certains de ces foyers blancs, j'ai vu des jeunes gens de 18 à 20 ans confrontés à ce qu'il faut bien appeler la conscription. Ils ont devant eux deux ans dans les forces armées, et ils savent qu'au bout de quelques mois ils seront sur le front de l'Angola ou dans un guépier analogue. J'ai parlé avec d'autres blancs qui ont travaillé dans la police sud-africaine, et grâce à eux j'ai découvert quelque chose de l'univers immensément tragique du système pénitencier d'Afrique du Sud, et de la brutalité des traitements infligés à de nombreux prisonniers, noirs comme blancs.

Ce pays présente une dichotomie flagrante. J'ai conclu de cette expérience en Afrique du Sud que si l'Afrique du Sud devait réussir à s'extirper du dilemme dans lequel elle était plongée il y a quelques années, c'était probablement le mouvement syndical qui serait l'instrument de son salut. A l'époque, les Sud-Africains n'en étaient qu'aux tout premiers balbutiements de la libération du mouvement syndical, ils commençaient tout juste à autoriser la création de syndicats et l'action syndicale. J'y ai vu pour eux la possibilité de collaborer avec les dirigeants d'affaires progressistes de ce pays afin de trouver une solution aux problèmes économiques de l'Afrique du Sud et à tout ce qui les accompagnait. Je suis alors parvenu à la conclusion que si ce mouvement ne débouchait pas sur ce que

Article 29 du Règlement

j'appellerais une conclusion positive, la seule issue serait le bain de sang. Cette idée me hante depuis.

Je pense que les événements de ces dernières semaines et de ces derniers mois nous rapprochent de plus en plus de cette échéance. Soir après soir, nous découvrons dans les bulletins d'information télévisés retransmis d'Afrique du Sud des fragments de la violence, de la haine et du bain de sang qui sont jusqu'à présent restés en grande partie limités aux noirs, mais qui deviennent de plus en plus universels. Ce spectacle angoissant et déprimant nous incite tous à nous demander comment on pourrait apporter une solution chrétienne à cette crise.

Je veux dire à mes collègues qu'il n'y a pas de solution simple. Que nous soyons membres du gouvernement ou de l'opposition, nous devons travailler ensemble, comme être humains, à dénoncer l'un des pires cancers et fléaux de la terre qui ronge en ce moment l'Afrique du Sud. Nous devons trouver le moyen que les noirs, les gens de couleur, les Asiatiques et les blancs d'Afrique du Sud puissent, ensemble, vivre, aller à l'école et à l'église, gouverner et élever leurs enfants. Ils pourront ainsi profiter de ce riche paradis qu'offre la nature de l'Afrique du Sud.

Je partage la préoccupation des autres députés et je profite du débat pour faire savoir à mes collègues que j'aimerais travailler avec eux dans un esprit humanitaire et positif à la recherche d'une solution pour nos frères et nos soeurs qui nous sont si précieux.

Des voix: Bravo!

Mme Sheila Finestone (Mount Royal): Monsieur le Président, je désire participer à ce débat d'urgence sur l'Afrique du Sud. Le débat d'aujourd'hui, se déroule dans le contexte des mesures d'urgence imposées en Afrique du Sud, mercredi dernier. Le gouvernement sud-africain les a imposées en invoquant comme prétexte le dixième anniversaire des émeutes de Soweto.

Les droits de l'homme ont été violés de façon flagrante et plus d'un millier de citoyens ont déjà été arrêtés et emprisonnés. Le gouvernement a également porté atteinte aux droits de l'homme en s'attaquant à la liberté de la presse. Nous ne pouvons plus obtenir d'informations sur les activités de l'armée ou de la police. Les mesures d'urgence qui ont été imposées font suite à une longue série de violations des droits de la personne.

J'ai écouté avec beaucoup d'intérêt la plupart de mes collègues, surtout le député de Nepean-Carleton (M. Tupper), qui est allé là-bas à titre de parlementaire et de témoin. Il est revenu témoigner de ce qu'il avait vu. Ce qu'il a vu corrobore certains des faits dont nous avons été témoins sur le petit écran. Il a su exprimer avec beaucoup de réalisme la douleur et l'angoisse des mères, des pères et des enfants qui sont battus, meurtris et blessés dans leur corps et dans leur âme parce qu'ils sont noirs. Leurs frères et soeurs blancs qui les soutiennent souffrent également.